

La Grèce a masqué l'ampleur de ses déficits depuis 2000

Le nouveau gouvernement conservateur, à l'origine de ces révélations, dénonce une mauvaise gestion des socialistes

ATHÈNES

de notre correspondant

Le gouvernement conservateur grec, issu des élections du 7 mars, a affirmé, mercredi 22 septembre, que le déficit public du pays était depuis quatre ans, sous la gestion socialiste, supérieur à la limite de 3 % du PIB fixée par le pacte de stabilité de l'Union européenne. Alors que la Grèce avait montré son meilleur visage avec l'organisation réussie des Jeux d'Athènes, cette affaire entame une crédibilité acquise après de laborieux efforts.

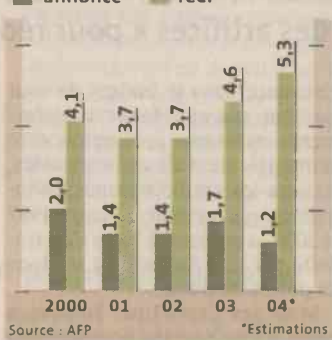
Les chiffres présentés au Parlement par le ministre des finances, Georges Alogoskoufis, sont le résultat d'un audit que les conservateurs avaient engagé dès leur victoire. Ils affirment que le déficit a atteint 4,1 % du PIB en 2000, contre 2 % officiellement ; 3,7 % en 2001 - année où la Grèce a rejoint la zone euro - ainsi qu'en 2002, contre 1,4 % annoncé. En 2003, le déficit se serait élevé à 4,6 %. Il devrait atteindre 5,3 % en 2004 contre 1,2 % annoncé, en raison notamment des dépenses liées aux Jeux olympiques qui se monteraient à plus de 7 milliards euros, contre 4,6 milliards prévus par les socialistes.

Selon M. Alogoskoufis, les écarts proviennent d'une « réévaluation à la baisse » des « bénéfices des caisses d'assurances sociales » et d'un « inventaire précis des dépenses d'armement », dont « une partie » était comptabilisée à part (la Grèce a un budget de défense élevé en raison de ses relations conflictuelles avec la Turquie). Le ministre a affirmé que la prise en compte de ces données avait été « recommandée » au gouvernement socialiste par Eurostat, mais « ajournée pour des raisons techniques et aussi politiques ».

QUATRE ANS DE DÉFICIT EXCESSIF

Déficit public, en % du PIB

■ annoncé ■ réel



Sous la pression d'Eurostat, le déficit de 2003 avait été révisé au printemps à 3,2 % du PIB, au lieu de 1,7 % prévu, provoquant le lancement en juillet, par Bruxelles, d'une procédure de déficit excessif. M. Alogoskoufis a réaffirmé que le problème serait réglé en 2005, où il prévoit un déficit de 2,8 %, grâce « au contrôle des dépenses publiques ». Le ministre a aussi communiqué la révision de la dette publique, qui atteindrait 112,1 % du PIB à la fin 2004 (le plafond pour la zone euro est de 60 % du PIB) alors que le précédent gouvernement avait prévu une dette de 97,7 %.

CRÉDIBILITÉ ENTAMÉE

La publication de ces chiffres a provoqué un tollé dans les rangs de l'opposition socialiste, qui a accusé l'équipe au pouvoir de trucage et de revanchisme. Le chef du Pasok, Georges Papandréou, a fait part de ses « plus fortes inquiétudes sur la manière dont les conservateurs gèrent l'économie. Le gouvernement commence seulement à comprendre les grandes erreurs qu'il a commises sur la façon dont il

a géré l'affaire de l'audit. Nous l'avions souligné avec force dès le début : cet audit aura comme résultat une très mauvaise publicité contre notre pays », a-t-il déclaré, relevant que la presse internationale avait commencé « à fortement critiquer la crédibilité du pays ».

L'ancien ministre socialiste des finances (1996-2000), Yannis Papantoniou, artisan, sous le gouvernement de Costas Simitis, du redressement économique qui a permis à la Grèce d'adhérer à l'euro, a expliqué que les socialistes s'étaient entendus « de bonne foi avec Eurostat pour porter directement les lourdes dépenses militaires sur le poste de la dette publique et non sur le déficit public afin d'étaler sur une plus grande période les échéances ». « M. Alogoskoufis a eu recours à un truc : il a changé le mode de calcul des dépenses militaires en les faisant repasser dans le déficit public, alors que nous les avions comptées dans la dette publique », a affirmé M. Papantoniou. « La décision unilatérale des conservateurs - personne ne leur avait rien demandé - est motivée par des considérations purement politiques : elle vise à nuire à l'image du Pasok et à trouver un alibi pour annuler ses promesses sociales pré-électorales », a-t-il souligné.

L'ancien ministre a estimé que cette affaire, qui aboutira « probablement à une réprimande » de Bruxelles, « risque d'avoir des conséquences nuisibles sur la croissance ». Il a souligné qu'il n'y avait « aucun problème » pour les chiffres de la période 1997-1999 pris en compte lors du sommet de Feira, qui avait donné, en juin 2000, son feu vert à l'adhésion grecque à la zone euro.

L'« énorme problème » grec souligne l'urgence d'harmoniser les instruments statistiques européens

BRUXELLES

de notre bureau européen

« Un énorme problème » : Jean-Claude Trichet n'a pas caché, mercredi 22 septembre à Bruxelles, sa stupefaction face à la sous-estimation chronique des déficits publics grecs depuis le début des années 2000. Pour le président de la Banque centrale européenne, « nous devons avoir l'assurance que les statistiques fournies sont exactes et pertinentes ». L'enjeu est à la hauteur de l'onde de choc suscitée par cette affaire.

La légitimité de l'intégration de la Grèce au sein de la zone euro est mise en cause. Avec un déficit de 4,1 % de son produit intérieur brut (PIB) en 2000, la Grèce était en réalité au-dessus du seuil de 3 % défini par le pacte de stabilité et de croissance, alors qu'elle aurait dû respecter ce critère pour intégrer la zone euro. Athènes s'était qualifié pour la monnaie unique, sur la base des chiffres de la période 1997-1999, après avoir

accompli de considérables progrès, du moins sur le papier, en matière budgétaire. Les observateurs n'hésitaient pas à parler de « miracle grec ».

Ce n'est pas la première fois que les autorités européennes ont des doutes sur la fiabilité des performances affichées par les Etats membres.

Rome est parfois soupçonné d'une certaine « créativité » comptable. En 2002, l'Office européen des statistiques, Eurostat, avait refusé d'accepter des opérations imaginées pour réduire les déficits italiens. Et les interrogations à propos de la Grèce, qui fait l'objet depuis juillet d'une procédure pour « déficit excessif », ne sont pas nouvelles. Lors de leur conseil informel, les 10 et 11 septembre près de La Haye, les ministres des finances de l'Union se sont inquiétés des dérives constatées à Athènes et ont exprimé une mise en garde : les statistiques « ne doivent pas être vulnérables aux cycles politiques et électoraux ».

Les statistiques sont sensibles aux changements de majorité. C'est un audit commandé par le nouveau gouvernement de droite qui a révélé l'ampleur du déficit portugais en 2001 et il en est de même pour la Grèce. Si les statistiques de certains pays sont durablement imprécises, il sera délicat d'appliquer aux autres le pacte dans toute sa rigueur. Ainsi, la procédure engagée contre la France, pour un dépassement de 0,1 % du PIB en 2002, peut paraître rétrospectivement sévère.

Ces affaires illustrent la difficulté des efforts d'harmonisation européens dans le domaine des statistiques. Les besoins communautaires, et les outils nécessaires à la production des données, ont beaucoup évolué. Eurostat est désormais au cœur d'un vaste réseau impliquant les offices nationaux, comme l'Insee en France, et les banques centrales. La naissance de l'euro puis l'élargissement ont constitué d'énormes défis pour les experts de la statistique. Avec la BCE, un indice harmonisé des prix à la consommation a été créé après de longues négociations. De

nombreux instruments, comme les comptes nationaux trimestriels, ou les chiffres sur l'emploi, n'existaient pas au niveau communautaire, ou sous des formes insuffisantes. Chaque capitale disposait de délais de production très différents, parfois du simple au double. Fin septembre 2000, un vaste plan d'action a été mis en œuvre pour accélérer la convergence. « C'est une urgence pour les Etats membres de se concentrer sur la production de séries nationales qui entravent significativement la production dans les délais des agrégats de la



« Nous devons avoir l'assurance que les statistiques fournies sont exactes »

JEAN-CLAUDE TRICHET

zone euro et de l'Union », notait ce document conçu par les ministres des finances.

Le chantier n'est pas terminé. « Il y a deux façons de décrire le même phénomène : soit l'on considère que les progrès ont été énormes, soit l'on estime que les failles continuent d'exister », dit un expert.

Eurostat reste très dépendant de ses interlocuteurs nationaux. Avec un effectif de 700 personnes, installé au Luxembourg, l'office n'est pas en mesure de produire ses propres données de base. Sa mission principale consiste à agréger celles que lui fournissent les Etats membres. Or, ces derniers ne transmettent pas tous les détails. En amont, Eurostat pilote aussi l'harmonisation des méthodes de production des données nationales, afin de disposer de chiffres le plus fiables possible. Mais, là aussi, les Etats membres mettent plus ou moins de bonne volonté, en fonction de leurs moyens, à mettre en œuvre ses standards. Ils peuvent négocier des dérogations avec les autorités européennes. Lorsqu'un doute existe, l'Office demande des explications aux capitales, afin de réviser, comme dans le cas grec, les données les moins fiables.

Philippe Ricard

Rentrée Topper :
vous n'aurez plus
envie de sortir !



Canapés, canapé lits, fauteuils de relaxation, consoles extensibles... Des idées, des conseils et des conditions de financement exceptionnelles sur 4 niveaux d'exposition.

Espace Topper,
les vrais prix du grand confort

63 rue de la Convention, Paris 15^e
01 45 77 80 40 - M^o Boucicaut,
parking gratuit. Ouvert le dimanche.
www.topper.fr

Burov • Duvivier • Jean Roche
Bournas • Collins & Hayes
Literie suisse